



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

FONDATION LA MAISON DES ENFANTS

33, AVENUE DES ACACIAS
35270 COMBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2025

FONDATION LA MAISON DES ENFANTS

33, AVENUE DES ACACIAS
35270 COMBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2025

Aux membres de la Fondation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **Fondation LA MAISON DES ENFANTS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation LA MAISON DES ENFANTS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans l'annexe des comptes annuels concernant la première application (obligatoire) du règlement comptable ANC 2022-06 au 1^{er} janvier 2025.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les reclassements nécessaires à la bonne application du règlement ANC 2022-06, d'application obligatoire pour toutes les entités disposant d'une comptabilité au 1^{er} janvier 2025, ont été réalisés. Les opérations ainsi réalisées n'impactent pas la détermination du résultat net de la Fondation.

Les résultats sous contrôle de tiers font l'objet d'affectation de la part des financeurs. Le traitement présenté dans les comptes annuels 2025 respecte les décisions et propositions qui ont été officiellement formulées à l'arrêté des comptes annuels.

Les comptes annuels intègrent des immobilisations en cours significatives et en progression de nouveau. Nous nous sommes assurés du caractère régulier de l'absence d'activation de ces actifs au 31 décembre 2025, ainsi que de la réalité de leur enregistrement comptable.

Comme l'année passée, les subventions d'investissements sont présentées au regard des financements acquis au 31 décembre 2025 au regard des versements perçus sur l'année. Les engagements obtenus du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine ne sont pas intégralement libérés à la clôture.

Les provisions pour risques et charges comptabilisées au 31 décembre 2025, ou présentées en annexe pour les engagements retraite, sont appuyées d'éléments probants et correctement évaluées.

Le contrôle de la séparation des exercices a entraîné le constat de charges constatées d'avance plus élevées que par le passé. Cette situation est correctement traduite dans les comptes annuels 2025.

Nous avons procédé à la vérification des règles, méthodes et estimations comptables retenues pour l'arrêté des comptes et détaillées dans l'annexe. Nous nous sommes également assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

En vertu de la loi, nous vous précisons que nous avons eu connaissance du rapport d'activité prévu à l'ordre du jour de la réunion d'approbation des comptes annuels clos le 31 décembre 2025. Son contenu n'appelle pas de remarques. L'article 7 des statuts de la Fondation prévoit un vote sur le rapport financier distinct des comptes annuels. Nous n'avons pas eu connaissance de ce document.

Responsabilités de la direction et des administrateurs

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation LA MAISON DES ENFANTS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la

convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RENNES,

Le Commissaire aux comptes
SAS CAFEX, représentée par

Julien BASLÉ

Signé par Julien Basle
Le 23 avr. 2026



doc_X8V
bx_qZ69d9GAxW03

BILAN PROPRE D'UN ESSMS ANC 2022-06

V.24899

Dossier : 15 - LA MAISON DES ENFANTS

En Euro
(Provisoire)

Options : Plan de correspondance N : PCORS2014 - Plan de correspondance N-1 : PCORS2014 - Avec écritures validées et NON

ACTIF	Exercice N 01/2025 - 12/2025			Exercice N - 1 01/2024 - 12/2024
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 732.41		3 732.41	3 732.41
Constructions	18 832.91	18 832.91		
Installations techniques, matériels et outillage	34 375.88	24 338.75	10 037.13	14 918.77
Autres immobilisations corporelles	185 479.28	134 703.44	50 775.84	61 263.87
Immos corporelles en cours, avances et acomptes	3 184 908.24		3 184 908.24	1 136 199.33
Immobilisations financières				
Participations	19 704.75		19 704.75	200.00
Autres immobilisations financières	11 495.00		11 495.00	9 095.00
ACTIF IMMOBILISE - Total III	3 458 528.47	177 875.10	3 280 653.37	1 225 409.38
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	635.57		635.57	12 225.07
Autres créances	15 285.39		15 285.39	39 526.38
Charges constatées d'avance	42 451.52		42 451.52	4 010.55
Valeurs mobilières de placement	29 168.36		29 168.36	28 962.28
Disponibilités	1 138 668.04		1 138 668.04	910 890.56
ACTIF CIRCULANT - Total IV	1 226 208.88		1 226 208.88	995 614.84
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VII)	4 684 737.35	177 875.10	4 506 862.25	2 221 024.22

CAFEX
Commissaire aux Comptes

Dossier : **15 - LA MAISON DES ENFANTS**

Options : Plan de correspondance N : PCORS2014 - Plan de correspondance N-1 : PCORS2014 - Avec écritures validées et NON

PASSIF	Exercice N 01/2025 - 12/2025	Exercice N - 1 01/2024 - 12/2024
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	111 176.04	111 176.04
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	927 569.91	836 705.91
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	927 569.91	836 705.91
Autres réserves	138 624.00	138 624.00
Report à nouveau	(75 841.98)	(47 598.41)
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	(10 297.12)	(10 297.12)
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	38 342.17	72 483.73
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	(103 887.03)	(109 785.02)
Excédent ou déficit de l'exercice	138 737.64	62 620.43
Situation nette (sous total)	1 240 265.61	1 101 527.97
Subventions d'investissement	640 418.53	291 643.12
Provisions réglementées	9 052.89	5 103.80
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	1 889 737.03	1 398 274.89
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds dédiés	194 743.23	194 743.23
FONDS REPORTEES ET DEDIES - Total III	194 743.23	194 743.23
PROVISIONS		
Provisions pour risques	36 000.00	
PROVISIONS - Total IV	36 000.00	
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	1 977 584.56	68 159.09
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	190 921.09	315 055.67
Dettes fiscales et sociales	198 952.34	236 236.79
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	14 960.76	3 255.62
Autres dettes	3 963.24	5 298.93
DETTES - Total V	2 386 381.99	628 006.10
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V + VI)	4 506 862.25	2 221 024.22
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0.00	0.00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0.00	0.00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0.00	0.00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0.00	0.00
Dont à moins d'un an	0.00	0.00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0.00	0.00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0.00	0.00

CAFEX
Gémmissaire aux Comptes

COMPTE DE RESULTAT
ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2022-06

En Euro

Dossier : 15 - LA MAISON DES ENFANTS

(Provisoire)

Options : Plan de correspondance N : PCORS2014 - Plan de correspondance N-1 : PCORS2014 - Avec écritures validées et NON validées - Sans les lignes vides

	Exercice N 01/2025 - 12/2025	Exercice N - 1 01/2024 - 12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 179 956.62	2 157 319.34
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	2 175 383.00	2 157 319.34
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		14 667.00
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1.00	
Autres produits	3 261.20	27 728.78
Total I	2 183 218.82	2 199 715.12
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	506 991.63	620 461.58
Aides financières	569.59	
Impôts, taxes et versements assimilés	84 004.06	86 626.42
Salaires	977 783.39	987 391.23
Cotisations sociales	345 745.20	346 043.09
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	31 580.16	37 386.77
Autres charges	23 395.08	32.75
Total II	1 970 069.11	2 077 941.84
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	213 149.71	121 773.28
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des immobilisations financières cédées	3 949.09	5 103.80
Total III	3 949.09	5 103.80
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	38 412.07	2 369.19
Total IV	38 412.07	2 369.19
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	(34 462.98)	2 734.61
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	178 686.73	124 507.89
PRODUITS EXCEPTIONNELS V		114 807.78
CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	39 949.09	182 695.24
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	(39 949.09)	(67 887.46)
Total des produits (I+III+V)	2 187 167.91	2 319 626.70
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 048 430.27	2 263 006.27
EXCEDENT OU DEFICIT	138 737.64	56 620.43

CAFEX
Commissaire aux Comptes

ANNEXES

- ∂ Informations sur l'entité
- ∂ Faits majeurs de l'exercice
- ∂ Règles et méthodes comptables
- ∂ Règles comptables sur les actifs, amortissements et dépréciation
- ∂ Notes sur le bilan actif
- ∂ Notes sur le bilan passif
- ∂ Notes sur le compte de résultat
- ∂ Engagements financiers et autres engagements
- ∂ Autres informations

2 Informations sur l'entité

Objet :

La Fondation de Combours créé le 8 juillet 1953 a été reconnue d'utilité publique le 30 janvier 1958. Ses statuts modifiés en date du 27 juin 2017, stipulent que son objet est d'accueillir temporairement des mineurs en difficulté, au sein de son établissement dont le statut est une maison d'enfants à caractère social (MECS).

Activité :

La fondation dispose d'un agrément du Département d'Ille et Vilaine de 24 places.

Cela représente en termes d'activité pour 2025, un volume de 7 720 journées réalisées pour 8 760 journées attendues.

Moyens mis en œuvre :

L'organigramme 2025 accordé par le financeur est de 28.34 ETP.

La Fondation a bénéficié sur 2025 d'un financement, de la part du Département d'Ille et Vilaine, à hauteur de 2 151 037€, qui représente un prix de journée au budget de 245.55€.

2 Faits majeurs de l'exercice

Le projet de déconstruction du site originel a conduit à accueillir les jeunes sur des sites différents : St Malo, Rennes et Combours.

Le projet de construction de la nouvelle maison des Enfants de Combours a été finalisé avec l'architecte et en partenariat avec le Département d'Ille et Vilaine.

La phase de construction a été réalisée courant 2025, la livraison aura lieu au premier semestre 2026.

Dans le cadre du rapprochement entre la Fondation de Combours et l'ARASS, le traité de fusion a été signé en juin 2023 et transmis au ministère pour suite à donner.

La date de fusion effective n'est toujours pas connue, puisque dans l'attente de la validation.

ð Règles et méthodes comptables

- 1- Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le principe de prudence en regard des règles comptables en vigueur.

Nous avons, à compter de 2020, pris en compte le nouveau règlement comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 et n°2019-04 du 08 novembre 2019 relatifs aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicable aux associations et fondations de notre secteur à compter du 1er janvier 2020.

- 2- Conformément à l'avis du CNC du 4 mai 2007 et à l'instruction de la DGAS du 17 août 2007, les charges à payer au titre des congés payés ont été constatées au 31/12/2025. La variation de congés payés au compte de résultat n'est pas reprise par les financeurs aux comptes administratifs et le montant total des charges non reprises pour l'établissement sous contrôle de financeurs s'élève au 31 décembre 2025 à -32 889€.

- 3- Les nouvelles règles comptables introduites au 1er janvier 2005 par les nouveaux règlements sur les actifs, en particulier le retraitement par composant des immeubles inscrits au bilan de certains établissements, n'a pas donné lieu à un retraitement prospectif.

Ces règles sont appliquées pour toutes les nouvelles immobilisations acquises depuis le 1er janvier 2005. L'Association considère que le retraitement des constructions acquises antérieurement à la date du 01/01/2005, du fait de l'ancienneté des acquisitions, n'a pas un impact significatif.

- 4- L'autorité des normes comptables (ANC) a adopté le règlement ANC n° 2022-06 du 5 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et Règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023. Ces nouvelles dispositions sont applicables pour la première fois au comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Ce changement de réglementation se traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitation (reprise sur subventions d'exploitation, etc..) et des charges d'exploitation (indemnités salariales, etc..).

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changement de méthode

En 2025, nous avons appliqué pour la première fois l'ANC 2022-06.

ð Règles comptables sur les actifs, amortissements et dépréciation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, prorata temporis.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

Types d'investissement	Durée d'amortissement
Logiciels, brevets et licences	5 ans
Construction bâtiment (méthode par composant)	Entre 10 et 50 ans
Installation générale, agencement et aménagement des constructions	10 ans
Matériel et outillage	Entre 5 et 7 ans
Matériel de transport	Entre 3 et 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	Entre 5 et 10 ans
Autres	5 ans

Stocks

Les stocks sont évalués au prix d'achat.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Aucun stock n'est constaté au 31/12/2025.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ð Notes sur le bilan actif

Actif immobilisé

Valeur brutes	A l'ouverture
Immo incorporelle	-
Immo corporelle	241 967
Immo financière	9 295
Immo en cours	1 136 200
TOTAL	1 387 462

Augmentation	VIREMENT	ENTREE			
	Poste	Actif Circulant	Acquisition	Apports	Création
Incorporelle					
Corporelle			16 781		
Financière			21 905		
En cours			2 048 708		
TOTAL			2 087 394		

Diminution	VIREMENT	SORTIE			
	Poste	Actif Circulant	Cessions	Scissions	Mise hors service
Incorporelle					
Corporelle			14 050		2 278
Financière					
En cours					
TOTAL			14 050		2 278

Valeur brutes	A la clôture
Immo incorporelle	-
Immo corporelle	242 420
Immo financière	31 200
Immo en cours	3 184 908
TOTAL	3 458 528

CAFEX
Commissaire aux Comptes

Amortissement	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo incorporelle	-			-
Immo corporelle	162 052	31 580	15 757	177 875
Immo financière	-			-
TOTAL	162 052	31 580	15 757	177 875

Dotation	Réévaluation	Mode Linéaire	Autre mode	Dotation exceptionnelle
Immo incorporelle				
Immo corporelle		31 580		
Immo financière				
TOTAL		31 580		

Diminution	Transféré actif circulant	Cédé	Hors service
Immo incorporelle			
Immo corporelle		14 050	1 707
Immo financière			
TOTAL		14 050	1 707

Amortissement	A la clôture
	-
Immo incorporelle	-
Immo corporelle	177 875
Immo financière	-
TOTAL	177 875

L'actif immobilisé a fortement varié entre 2024 et 2025 : la construction du bâtiment a amené à constater des travaux en cours en attendant l'activation suite à la livraison en 2026.

Etat des créances

	Montant brut	1 an au plus	Plus de 1 an
Actif immobilisé	11 495	11 495	-
Actif circulant	-		-
Créances usagers	636	636	-
Autres créances	15 285	15 285	-
TOTAL	27 416	27 416	-

Régularisation d'actif

Produit à recevoir	-
Factures à établir	-
Charges constatées d'avance	42 452

Valeur mobilière de placement

Etat du portefeuille	Valeur comptable	Valorisation au 31/12/2025	Moins-value provisionnée	Plus-value latente
Crédit Agricole CET	21 905	21 905		
Malakoff retraite épargne	7 264	7 264		
TOTAL	29 168	29 168	-	-

ð Notes sur le bilan passif

Affectation du résultat administratif de l'exercice précédent

Résultat administratif N-2 (2023)	(+) 90 864	
Déficit (-) Excédent (+)		
Affectation		
Réduction des charges d'exploitation		
Financement de mesures d'investissement		
Financement de mesures d'exploitation		
Réserve de compensation des déficits		
Réserve de couverture du BFR		
Compensation des charges d'amortissement		90 864
TOTAL	90 864	90 864

Tableau de variation des fonds propres

	2025	2024	Variation
Fonds associatif	111 176	111 176	-
Fonds de dotation	82 669	82 669	-
Subvention non renouvelable	28 507	28 507	-
Réserves pour projet	927 570	836 706	(+) 90 864
Excédent affecté à l'investissement	222 900	222 900	-
Excédent affecté à la couverture du BFR	81 849	81 849	-
Excédent affecté à la compensation des charges d'amortissements	622 821	531 957	(+) 90 864
Autres réserves	138 624	138 624	
Excédent affecté à la compensation des déficits	138 624	138 624	
Report à nouveau	(-) 75 842	(-) 47 598	(-) 28 244
Affecté aux mesures d'exploitation			
Résultat sous contrôle du financeur	38 342	72 484	(-) 34 142
Dépenses différées ou rejetées	(-) 103 887	(-) 109 785	(+) 5 898
Report à nouveau	(-) 10 297	(-) 10 297	
Subventions	640 419	291 643	(+) 348 776
	640 419	291 643	(+) 348 776
Provisions réglementées	9 053	5 104	(+) 3 949
Sur cession immo			
Sur cession titres	5 104	5 104	
Sur produit financier	3 949	0	(+) 3 949
Résultat de l'exercice	138 738	62 620	(+) 76 118
Excédent (+) Déficit (-)	138 738	62 620	(+) 76 118
TOTAL	1 889 738	1 398 275	(+) 491 463

Excédent ou déficit effectif au 31.12.2025

	2025	2024	2023
	Excédent (+) ou déficit (-)	Excédent (+) ou déficit (-)	Excédent (+) ou déficit (-)
Résultat comptable	(+) 138 738	(+) 62 620	(+) 96 762
Reprise résultat antérieur, mesure exploitation			
Provision congés payés	(-) 32 888	(+) 7 646	(+) 12 635
Résultat administratif	(+) 105 848	(+) 70 266	(+) 109 397
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	<i>(+) 105 848</i>	<i>(+) 70 266</i>	<i>(+) 109 397</i>

Détail des provisions réglementées

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Renforcement du BFR	-			-
Réserve de PV nettes d'actif immobilisé	5 104			5 104
Réserve de compensation des produits financiers	-	3 949		3 949
TOTAL	5 104	3 949	-	9 053

Détail des provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provision pour risques <i>reprise aide apprenti</i>	-			-
Provision pour risques <i>litige</i>	-	36 000		36 000
Provision pour charges	-			-
Provision pour dépréciation	-			-
TOTAL	-	36 000	-	36 000

Les incertitudes portant sur le statut d'un salarié absent depuis de nombreuses années amènent à provisionner un risque lié à son antériorité.

CAFEX
Commissaire aux Comptes

Détail des provisions pour dépréciation

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Dépréciation des stocks	-			-
Dépréciation des clients	-			-
TOTAL	-			-

Suivi des fonds dédiés

Origine des fonds dédiés	A l'ouverture	Utilisé durant l'exercice	Nouvelles ressources	A la clôture
Fonctionnement				
Investissement	194 743			194 743
TOTAL	194 743			194 743

Rappel : la nouvelle réglementation comptable en 2020 a entraîné le reclassement des provisions pour renouvellement des immobilisations en fonds dédiés aux investissements.

Etat des dettes

	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissement de crédit	1 972 438	58 243	248 938	1 665 257
Etablissement financier				
Fournisseurs	205 882	205 882		
Dettes sociales et fiscales	198 952	198 952		
Autres dettes	3 963	3 963		
TOTAL	2 386 382	467 040	248 938	1 665 257

CAFEX
Commissaire aux Comptes

Régularisation de passif

Charges à payer	
Emprunt	5 147
Fournisseurs (FNP)	7 718
Congés payés	104 597
Personnel	14 874
Organismes sociaux	6 166
Etat	-
Autres	-
TOTAL	138 502
Produit constaté d'avance	-

ð Notes sur le compte de résultat

Ventilation des ressources hors ventes de biens et services

	2025	2024	2023
Cotisations			
Reprise de subvention d'investissement	574	574	574
Dons manuels			
Mécénat			
Legs et donations			
Produits de la tarification	2 151 037	2 134 334	2 121 597
Produit à recevoir sur Ségur 2024		22 985	
Produit perçu Ségur 2025	24 346		
Remboursement frais de formation	2 827	27 714	22 833
Aides sur contrats salariés	4 000	6 000	9 333
Autres produits	435	15	30 243
Quote-part de subvention			
Cession d'immobilisations	1	290	-
Produits financiers	3 949	5 104	4 961
Transfert de charges / reprise de provision / fonds dédiés		128 611	-
TOTAL	2 187 168	2 325 627	2 189 541

Effectif moyen

	2025	2024
Effectif salarié		
Etablissement	28	29
Association		
Personnel salarié en ETP		
Etablissement	27	28
Association		

d Engagements financiers et autres engagements

Engagement reçus

Etablissement	Banque	Date emprunt	Montant total	Durée	Caution
Maison des Enfants	Caisse Epargne	03 / 2011	120 000	240 mois	100 % Conseil Départemental d'Ille et Vilaine
Maison des Enfants	Caisse Epargne	06/2025	1 930 000	300 mois	100 % Conseil Départemental d'Ille et Vilaine

Engagements donnés

Dépôts de garantie donnés pour les locations : 11 495€ au 31.12.2025.

ð Autres informations

Rémunération des dirigeants

La Maison des Enfants n'a éventuellement qu'un cadre dirigeant salarié au sens de ce texte et il a été convenu pour préserver la confidentialité de ne pas publier cette information. Pour cette raison, il est uniquement précisé que la rémunération de l'unique cadre dirigeant est calculée par application de la Convention Collective du 15 mars 1966 (CC relevant du secteur sanitaire et social).

Convention réglementée

Il n'existe pas de convention réglementée entre la Fondation et ses dirigeants.

Valorisation des contributions volontaires

Les bénévoles (Monsieur le Président et les Administrateurs) ont passé environ 64 heures au service de la Fondation en 2025 :

- temps de réunion du Conseil d'Administration,
- réunions de vie sociale,
- participation aux Conférences des Présidents,
- réunions au Conseil Départemental,
- réunions avec la directrice de la Fondation.

Engagement de retraite

Les engagements de retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes de la Fondation => Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au 31/12/2025.

La Fondation a signé un accord d'engagements retraite externalisé auprès de l'organisme AG2R La Mondiale. Ce contrat représente 37 671€ au 31/12/2025.

Le calcul des engagements de retraite a été calculé en appliquant la méthodologie préconisée par la recommandation 2003 R-01 du Conseil National de la Comptabilité.

Les paramètres suivants ont été retenus :

- taux de turn over : moyen pour les cadres et faible pour les non cadres
- taux d'évolution des salaires : 2%
- taux d'actualisation : 3.90 %
- départ à l'initiative du salarié
- taux de charges sociales : 33.50%
- âge de départ à la retraite : 65 ans.

Le montant ainsi calculé représente au 31.12.2025 : 115 237€

Litige

Aucun litige n'oppose la Fondation à des anciens salariés.

Travaux immobiliers

Dans le cadre du projet de reconstruction du site historique de la Maison des Enfants de Combourg, d'importants travaux sont prévus sur un calendrier s'inscrivant sur plusieurs années.

Depuis 2022, les équipes et les enfants accueillis ont été répartis sur des lieux d'hébergement (appartements ou maisons) à Combourg, Rennes et Saint Malo.

Ceci en attendant, que les travaux soient faits et que les équipes et les enfants puissent réintégrer le site historique de Combourg.

Ainsi depuis les comptes de 2022, il est engagé des dépenses, notamment d'architecte, de maîtrise d'ouvrage, d'études...

L'ensemble de ces dépenses, engagées en préambule des travaux de démolition et de future construction, sont toutes comptabilisées en compte d'immobilisation en cours.

Ainsi, sur les comptes 2025, 2024, 2023 et 2022, ces dépenses ne génèrent pas de charges impactant le résultat.